

20260519 La Croix

<https://www.la-croix.com/politique/presidentielle-2027-a-gauche-l-impossible-debat-sur-limmigration-20260519>

Présidentielle 2027 : à gauche, l'impossible débat sur l'immigration

Par Vincent Jaouen



François Ruffin en meeting à Lyon, le 25 avril 2026. L'ex-Insoumis a déclaré quelques jours plus tard être « hostile à l'immigration pour le travail ». OLIVIER CHASSIGNOLE / AFP

Se déclarant, le 28 avril 2026, circonspect face à l'immigration de travail, François Ruffin a ravivé un profond clivage à gauche. Derrière cette polémique de précampagne se dessine le malaise d'une gauche divisée entre positions de principe et silence de plomb sur la question de l'immigration.

Une bombe signée François Ruffin. « *Moi, je suis hostile à l'immigration pour le travail. Je ne veux pas que ce qu'on a fait hier sur l'industrie, la métallurgie, on le refasse aujourd'hui sur les services* », a assumé le candidat à la présidentielle, le 28 avril dernier. Une simple phrase qui, à en juger par la réaction en chaîne qu'elle a provoquée, a immédiatement pris des airs de crime capital au sein de la gauche.

Pour les membres de La France insoumise (LFI), François Ruffin vient, avec cette sortie « *nauséabonde* » selon les mots de Manuel Bompard, de révéler au grand jour l'homme de droite qu'il serait : plus « *brun* » que « *rouge* ». L'élue Insoumise Claire Lejeune a ainsi accusé le Picard de faire des « *clins d'œil aux fachos* » tandis que chez les Verts, la patronne du parti, [Marine Tondelier](#) témoignait de sa « *colère* », fustigeant la reprise des « *sujets de l'extrême droite* ». « *On ne s'attendait pas à une telle réaction, c'était une simple réponse à une question, rien n'avait été préparé* », démine aujourd'hui Sébastien Jumel, porte-parole de Debout !, le mouvement de François Ruffin.

À lire aussi

[Travailleurs immigrés : une nécessité pour le modèle social français, selon Terra Nova](#)

En réplique, et signe que le sujet n'est pas pris à la légère, l'ex-journaliste et son entourage s'attellent depuis à clarifier ce propos. En clair, il fallait comprendre que l'ex-Insoumis refuse de voir le patronat organiser l'immigration de travail si celle-ci a pour conséquence, en

augmentant la pression sur les salaires et les acquis sociaux, d'accentuer la concurrence entre les travailleurs.

Et, pour preuve que cette position ne serait en rien radicale, François Ruffin, avec une légère malice, rappelle que son ancien mentor [Jean-Luc Mélenchon](#) n'a pas toujours été si éloigné de cette vision lui qui, en 2018, déclarait : « *Honte à ceux qui organisent l'immigration (...) et qui l'utilisent ensuite pour faire pression sur les salaires et les acquis sociaux !* » Une passe d'armes largement alimentée par le contexte préélectoral mais qui illustre dans le même temps un vieux clivage de la gauche.

Évolution idéologique

Avec cette sortie, François Ruffin cherche ainsi à marcher dans les pas entre autres de Jean Jaurès qui, en 1914, alertait sur le « *grave problème* » que représentait « *la main-d'œuvre étrangère* ». Ou encore dans ceux de la CGT qui, entre 1950 et 1970, plaidait, comme le secrétaire général du Parti communiste français, Georges Marchais, en 1981, pour un arrêt de l'immigration de travail.

Une position qui s'effaça néanmoins progressivement des discours de gauche au tournant des années 1980 – selon une note coécrite par Bassem Asseh et Daniel Szeftel pour la Fondation Jean-Jaurès en 2024 – au profit d'une idéologie « *sans-frontiériste* ». « *Il y a eu une bataille pour faire gagner cette vision* », confirme avec satisfaction la députée LFI Claire Lejeune. Une évolution idéologique laissant de facto le terrain de l'immigration aux seules mains de la droite et de l'extrême droite.

À lire aussi

[« L'ennui et l'enfermement, ça ne fait de bien à personne » : immersion au cœur d'un centre de rétention](#)

Trente ans plus tard, le quinquennat de [François Hollande](#) à l'Élysée a aussi alimenté un certain malaise tant le socialiste a semblé naviguer à vue sur le sujet. « *On n'a pas posé le problème sur la table, pour ne pas donner des billes à nos adversaires* », se remémore avec amertume un membre du PS. Un véritable cercle vicieux rendant le camp progressiste inaudible sur un sujet pourtant devenu, au fil des années, une préoccupation majeure de l'opinion publique. **Il y a eu une hausse de 50% du nombre d'immigrés dans la population française en vingt-cinq ans, rappelle le démographe François Héran, tout en soulignant que ce niveau reste inférieur à celui des voisins européens.**

« *La gauche ne veut pas penser l'immigration et comme elle n'a pas de discours ni de pensée, il y a une sorte d'omerta (...) et tout le monde est désormais en simple réaction à ce que dit l'extrême droite* », décrypte Hakim El Karoui, essayiste et coauteur de *Sans eux. La France sans les immigrés* (Les Petits Matins). Pour [Pascal Brice](#), président de la Fédération des acteurs de la solidarité (FAS), le constat est encore plus sévère. « *La gauche est soit dans l'évitement, soit dans le déni, et c'est l'une des explications de sa sortie progressive de l'histoire politique du pays* », juge avec fermeté l'ancien président de l'Office français de protection des réfugiés et apatrides (Ofpra) pour qui le développement d'une « *maîtrise démocratique de l'immigration* » devrait être une priorité.

Modèle espagnol

Si certains à gauche saluent discrètement une prise de position qui pourrait nourrir le débat – par exemple sur [l'impact réel de l'immigration sur les salaires](#) – le sursaut peine à advenir tant le terrain est devenu miné. « *Personne n'a envie de se faire traiter de raciste en portant une vision différente* », regrette l'ex-premier adjoint de Nantes et socialiste Bassem Asseh. En 2023, Fabien Roussel en avait fait les frais, se voyant comparé au collaborationniste Jacques Doriot par l'Insoumise Sophia Chikirou après avoir prononcé le terme de « *frontières passoirs* ».

Si aborder la question de l'intégration est déjà une tâche délicate, celle de la régulation et de la maîtrise des flux s'avère inflammable. Chez LFI et Les Écologistes, on continue par exemple de défendre une politique d'accueil et de régularisation massive des travailleurs sans papiers prenant pour modèle le cas espagnol. « *Il faut surtout de la pédagogie sur le sujet* », défend l'écologiste Léa Balage El Mariky, opposée à l'idée de régulation. « *La tradition d'ouverture et d'hospitalité de la gauche est difficile à concilier avec les impératifs actuels de régulation (...), la politique du tout ouvert est trop simpliste* », analyse le démographe François Héran.

À lire aussi

[Présidentielle 2027 : la solitude, un sujet qui s'invite dans les programmes de campagne](#)

Face à la position d'ouverture défendue par La France insoumise et Les Écologistes, le reste de la gauche s'illustre par un silence gêné comme au [Parti socialiste](#), où l'on défend simplement une « *vision de gauche* » sur l'immigration sans pour autant aborder le fond du sujet. « *Je crains que le PS n'aille pas sur cet enjeu et il sera trop tard le jour où ils essayeront* », anticipe déjà un socialiste, laissant entrevoir le scénario d'une gauche peu crédible sur cette question en 2027.